

****Newsletter Mars 2022****

Division Afrique Sub-Saharienne (SSAD)
Programme Regional Sahel

Editorial

Madame ANNE BENNETT

Cheffe de la division Afrique subsaharienne du DCAF



Au cours des 12 derniers mois, le Mali et le Burkina Faso ont connu des coups d'État militaires qui ont conduit à la suspension de leurs constitutions et à la dissolution de leurs gouvernements élus, entraînant des changements significatifs au niveau institutionnel dans les deux pays. Cette évolution a incité le DCAF et les autres acteurs intervenant dans le domaine de la gouvernance [\[Lire au complet\]](#)

Burkina Faso

Deuxième atelier stratégique du comité consultatif national Burkina Faso



Le 15 mars 2022, DCAF a organisé une rencontre de débats et d'échanges avec ses principaux partenaires au Burkina Faso en matière de gouvernance du secteur de la sécurité, parmi les administrations, les institutions de contrôle, les organisations de la société civile et les médias. Cet atelier était l'occasion de présenter et d'évaluer conjointement les résultats obtenus dans le cadre du projet '*Gouvernance du secteur de la sécurité au Sahel*' financé par le Royaume du Danemark et la Norvège, ainsi que d'échanger sur les opportunités et le développement d'interventions futures en matière d'appui à la gouvernance du secteur de la sécurité au regard de la nouvelle configuration politico-sécuritaire au Burkina Faso. La réunion du comité consultatif national a permis de **confronter la théorie du changement initiale du projet à la situation politique actuelle, d'identifier les leçons apprises, et de définir des interventions alignées sur les priorités nationales** et les besoins exprimés par les partenaires nationaux en matière de promotion de la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité.

Atelier de formation des inspections générales des ministères régaliens



Dans le cadre de l'appui à l'amélioration de la transparence et de la redevabilité au sein du secteur de la sécurité, du 7 au 18 mars 2022, le DCAF s'est associé à la Haute Autorité de Contrôle de l'État et de Lutte contre la Corruption (ASCE-LC) pour organiser un atelier de formation en faveur de 32 inspecteurs techniques des services des ministères des Armées et des Anciens Combattants, de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité, de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion civique, de l'Economie, des Finances et du Plan, de la Transition écologique et de l'Environnement ainsi que de 8 représentants de la Cour des Comptes, de l'Inspection Générale des Finances et du réseau national de lutte anti-corruption. Au cours de l'atelier, les participants ont acquis des connaissances théoriques et pratiques sur **les principes de gestion financière et budgétaire** au sein des institutions du secteur de la sécurité ainsi que sur **la détection des pratiques frauduleuses**. En effet, des cas pratiques ont été organisés, relatifs à l'exploitation et l'analyse de documents administratifs et financiers, à la rédaction de conclusions et de rapports sur des cas de fautes de gestions et/ou d'infractions pénales. Les capacités des institutions de contrôle interne ont été ainsi renforcées en vue d'une meilleure efficacité dans leurs activités pour la promotion d'une gestion efficace et efficiente des ressources allouées aux institutions du secteur de la sécurité. Cet atelier était également l'occasion de renforcer les liens entre l'ASCE-LC, organe de contrôle spécialisé, et les institutions de contrôle interne.

Mali

Mettre en évidence le lien entre le genre, le climat et la sécurité au Mali et au-delà



Le DCAF, grâce à un financement du Royaume-Uni, a travaillé avec trente-trois organisations maliennes de défense des droits des femmes afin de promouvoir le partage d'expériences, de renforcer leurs connaissances et de façonner leur programme politique en matière de climat et de sécurité. Ces efforts ont conduit au lancement d'une **coalition nationale informelle sur le genre, le changement climatique et la sécurité** ainsi qu'à la publication d'un **rapport global incluant des recommandations stratégiques** pour orienter les politiques et les programmes nationaux et internationaux en matière de protection de l'environnement et de consolidation de la paix :

https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/WomenSpeak2022_FR_FINAL.pdf

Le rapport a été officiellement présenté à l'ensemble des parties prenantes nationales, y compris les autorités maliennes, le 17 mars 2022. Dans le cadre de la 66ème Commission des Nations Unies sur le statut des femmes, le rapport a été également présenté et partagé, notamment avec l'Ambassadeur du Mali, Représentant permanent auprès des Nations Unies, M. Issa KONFOUROU.

Dans une perspective globale de sensibilisation et de prise de conscience des interconnexions et interdépendances entre les problématiques d'égalité des genres, de changement climatique et sécurité, le DCAF a également produit **une série de six vidéos** donnant l'opportunité à des femmes de Colombie, du Mali et du Yémen de s'exprimer sur ces enjeux, leurs impacts sur leur quotidien et leurs perspectives pour l'avenir : Gender, climate change and security - YouTube

Atelier d'échanges sur le rôle des légitimités traditionnelles dans la prévention des conflits locaux



En vue de contribuer à l'amélioration de la sécurité au niveau local ainsi qu'à la promotion de la gouvernance inclusive locale en matière de sécurité, en partenariat avec le Médiateur de la République du Mali, le DCAF a organisé un atelier de 3 jours sur le rôle des légitimités traditionnelles en matière de prévention des conflits locaux. En effet, 44 délégués (dont 8 femmes) du Médiateur de la République et des légitimités traditionnelles des régions de Kayes, Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao ainsi que représentants d'organisations de la société civile ont échangés sur les défis sécuritaires, y compris les causes des conflits locaux, les pratiques de prévention, gestion et résolution pacifique des conflits locaux ainsi que sur les rôles et les responsabilités des différents acteurs impliqués. Cet atelier a permis de poser les **bases d'un cadre de concertation formel entre le Médiateur de la République et les légitimités traditionnelles pour une prévention efficace et coordonnée des conflits locaux**. Les participants ont été sensibilisés également à la promotion et protection des droits humains et aux mécanismes de recours et d'accès aux services du Médiateur de la République.

Niger

Forum multipartite sur les recommandations issues du séminaire régional des Médiateurs à Tillabéry



Avec l'appui du DCAF, le Médiateur de la République du Niger a organisé un forum multipartite à Tillabéry, qui a réuni les autorités politiques et administratives, les forces de défense et de sécurité, les autorités coutumières et religieuses, les organisations de la société civile et les médias. Le Médiateur a premièrement présenté les **recommandations issues du séminaire régional des Médiateurs de Niamey**, organisé en juin 2021, et de renforcer l'implication et l'engagement de tous les acteurs pour la recherche de solutions durables aux conflits locaux. En effet, ce forum a été l'occasion pour le Commissaire principal de police de **présenter les axes d'intervention prioritaires et les réponses formulées par les autorités aux menaces sécuritaires** identifiées dans la région mais également **d'échanger sur les mécanismes traditionnels de médiation et de gestion des conflits locaux**. A l'occasion des travaux en groupes, les participants ont pu échanger sur leurs expériences ainsi que **proposer des pistes d'actions et formuler des recommandations pour l'amélioration de la sécurité des populations et la promotion de la réconciliation et la consolidation de la paix** dans la région de Tillabéry. Il a été ainsi proposé d'organiser régulièrement des fora locaux de réconciliation entre les différents villages/communautés en conflit, de favoriser l'accès aux formations et aux activités génératrices de revenus pour les jeunes en vue de prévenir leur recrutement par les groupes armés non étatiques, de mettre en place des comités de paix intégrant des anciens membres repentis de groupes armés non étatiques ayant présenté officiellement des excuses et d'organiser des activités socio-culturelles intra- et intercommunautaires.

Formation sur les techniques de communication



Une formation de 2 jours sur les techniques de communication a été organisée en faveur des chargés de communication des institutions du secteur de la sécurité partenaires du DCAF. Les participants ont ainsi acquis des **connaissances clés relatives aux concepts et techniques de communication** ; ils ont également eu l'occasion de les mettre en pratique à travers **l'élaboration de plans de communication institutionnels** lors des travaux en groupe. Afin d'assurer un travail complet et consolidé, les participants disposent de quelques semaines additionnelles afin de produire un plan d'action complet pour leur institution respective, qui seront partagés avec les experts du DCAF pour orientations et commentaires avant d'être officiellement présentés, au cours d'un autre atelier prévu au deuxième trimestre 2022.

Atelier sur la transparence et les bonnes pratiques de gestion des ressources avec HALCIA



Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de la Conférence régionale sur les meilleures pratiques en matière de gestion des ressources de la défense et de la sécurité organisée en mars 2021 à Bamako, le DCAF en partenariat avec la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions assimilées (HALCIA) a organisé un atelier du 17 au 18 mars 2022 afin de **sensibiliser les membres des institutions de contrôle interne** sur les principes de transparence et de gestion efficace des ressources **allouées aux institutions du secteur de la sécurité**. Dans un premier temps, les participants ont pu acquérir des connaissances sur les recommandations formulées lors de la Conférence régionale de Bamako, sur la structure et le rôle de la HALCIA en matière de lutte contre la corruption dans le secteur de la sécurité et sur les responsabilités et les outils de l'Agence de Régulation des Marchés Publics du Niger (ARMP) dans la promotion de la bonne gouvernance. Les participants ont ensuite échangé et débattu lors des travaux en groupe sur les **défis et les enjeux de la gestion des ressources allouées au secteur de la sécurité** au Niger ainsi que sur les difficultés et les opportunités liées à un contrôle interne efficace. Ils ont notamment identifié les problématiques majeures suivantes : i) planification difficile des besoins en raison des évolutions rapides de la situation sécuritaire ; ii) insuffisance des ressources allouées aux institutions ; iii) gestion peu rationnelle des effectifs et non maîtrise de la masse salariale ; iv) inadaptation de la réglementation en matière d'acquisition de matériels de défense et de sécurité ; v) imprécision de la notion de secret-défense ; vi) absence de pouvoir d'auto-saisine pour certaines institutions de contrôle et vii) difficulté de publier les rapports, également par craintes de représailles. **En vue de répondre à ces défis et de promouvoir une gestion efficiente des ressources allouées au secteur de la sécurité**, les participants ont formulé plusieurs recommandations, notamment l'informatisation complète des processus administratifs et de gestion (en particulier de la paie), la mise en place d'un système performant de suivi, l'utilisation et la maintenance du matériel, la révision du cadre légal en matière de passation de marché et du concept de secret-défense, la dotation des ressources adéquates aux institutions de contrôle et le renforcement des capacités des membres des institutions de contrôle (y compris du Parlement).

Au Niveau Regional

Dans le cadre de la coordination des interventions mises en œuvre au sein du Programme régional pour la Paix et la Stabilisation dans le Sahel (Sahel PSP II),

l'Ambassade du Royaume du Danemark au Mali et l'Ambassade du Royaume de Norvège ont organisé une réunion stratégique le mercredi 23 Mars 2022 avec l'ensemble des partenaires de mise en œuvre.

Au cours de la réunion, le DCAF a présenté **ses principales interventions et les résultats obtenus** au cours de ces deux dernières années au Burkina Faso, au Mali et au Niger. En effet, **les cadres politiques, stratégiques et normatifs du secteur de la sécurité ont été renforcés et vulgarisés**, notamment à travers l'élaboration en cours d'un module de formation sur Gouvernance du Secteur de la sécurité au Sahel et l'appui à la compilation et diffusion du cadre légal relatif au secteur de la sécurité au Burkina Faso, au Mali et au Niger. En outre, la **redevabilité et la transparence au sein du secteur de la sécurité ont été améliorées et promues** à travers le soutien aux commissions parlementaires dans l'exercice de leur mission et le renforcement des capacités des organisations de la société civile en matière de contrôle des institutions du secteur de la sécurité. **La question de la gestion des ressources allouées au secteur de la sécurité est devenue centrale** à l'issue de la Conférence régionale sur les meilleurs pratiques en matière de gestion des ressources organisées à Bamako en mars 2021, en effet plusieurs institutions nationales se sont appropriées les conclusions et les recommandations et ont travaillé à leur mise en œuvre.

Cette réunion stratégique a par ailleurs été l'occasion pour l'ensemble des acteurs de **partager les défis rencontrés** dans la mise en œuvre des différentes interventions et de **discuter des mesures de réduction des risques**. Elle a également permis de partager des **pistes de réflexions quant aux opportunités et perspectives futures de programmation** et d'interventions en matière de gouvernance du secteur de la sécurité en tenant compte des évolutions de contexte au niveau régional et national.

Le DCAF a exprimé sa volonté de **maintenir un engagement fort** avec l'ensemble des partenaires nationaux pour la promotion de la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité selon une approche participative et inclusive en mettant en avant les dimensions régionales à travers le cadre de la CEDEAO, le renforcement des cadres stratégiques de référence nationaux et le soutien aux acteurs du contrôle interne et externe du secteur de la sécurité.



Copyright © *| 2022 | DCAF |*, All rights reserved.

Want to change how you receive these emails?
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#).